

LAURENT FABIUS

Président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21,
ancien Premier ministre de France

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Mesdames et Messieurs, Ladies and Gentlemen,

Après une longue journée comme cela, c'est un grand plaisir d'avoir l'impression d'avoir un peu d'autorité. C'est-à-dire qu'on demande le silence et le silence s'établit. Alors là c'est grave parce que personne ne rit, alors ça montre qu'ils sont vraiment fatigués.

Ce soir nous avons le plaisir d'accueillir, pour la seconde fois, Laurent Fabius, pour un dîner de gala de la World Policy Conference. La dernière fois je crois que c'était à Monaco, et ce soir nous allons parler du climat. Non pas de la météorologie, puisqu'il pleut ce soir à Abou Dabi, mais bel et bien du climat. Je rappelle, tout le monde le sait ici, que Laurent Fabius a été le chef d'orchestre d'un événement qui a été extraordinaire, y compris dans la manière dont il a été conduit et la manière dont il s'est conclu, la fameuse COP21. Nous en sommes maintenant à la COP27, la COP28 sera d'ailleurs ici même dans un an, et on va dire que les choses ne se passent pas très bien.

Alors maintenant après avoir remercié très chaleureusement Laurent Fabius d'être parmi nous, je rappelle ce que tout le monde sait aussi : il est le président du Conseil constitutionnel en France. Nous n'allons pas parler de ces sujets français mais bel et bien de l'évolution de la diplomatie du climat. Je lui passe donc avec grand plaisir la parole.

Laurent Fabius parlera en anglais. J'espère que nous pourrions bénéficier d'une traduction en simultané. Des appareils devraient être distribués sous peu mais il est préférable de commencer en anglais pour qu'un maximum de personnes puisse comprendre.

Alors merci infiniment cher Laurent Fabius et je vous cède, non pas le micro parce qu'il ne sera pas nécessaire, mais la parole et le pupitre.

Laurent Fabius

Merci beaucoup cher Thierry. C'est un plaisir pour moi de participer à cette conférence dont la réputation tient au fait qu'elle analyse en général le monde tel qu'il est et non pas tel qu'on souhaiterait qu'il soit.

J'évoquerai tout d'abord la COP 21, qui s'est tenue à Paris et que j'ai eu l'honneur de préparer et de présider. Les effets du réchauffement climatique sont connus de tous : nombreux sont les pays à avoir subi cette année de terribles désastres, dus aux vagues de



chaleur, inondations, sécheresses et autres catastrophes naturelles. Et pourtant, depuis l'ère préindustrielle, le climat ne s'est réchauffé que d'1,2 degré. Que dire donc de nos prévisions les plus optimistes, qui envisagent une hausse de 1,5 degré ? De nombreux experts affirment par ailleurs que, même en tenant nos engagements, le climat connaîtrait une hausse d'environ 2,5 degrés. D'autres vont jusqu'à avancer le chiffre de 3 degrés. L'on peine à imaginer les conséquences à venir si ces prévisions s'avéraient justes. Dans ce contexte, les engagements pris à l'occasion de la COP 21 sont une réussite, rendue possible, non seulement par la diplomatie française, mais aussi par la conjonction des « trois planètes » que j'évoquais plus haut.

La première planète, celle des sciences et de l'ingénierie, mérite toute notre considération car elle a permis d'accomplir d'énormes progrès. Or l'innovation est l'un des éléments clés dans la lutte contre le changement climatique. Sans aller jusqu'à parler de miracle, des avancées spectaculaires ont lieu. Ainsi, dans trois ans, en 2025, fait encore inimaginable jusqu'à récemment, les énergies renouvelables auront dépassé le charbon comme source mondiale de production d'électricité. L'innovation est donc clé, et la COP de Paris a bien su canaliser les énergies de cette première planète.

La deuxième planète est celle de la société civile, c'est-à-dire des villes, des régions, de l'opinion publique, des entreprises publiques et privées et des institutions financières. Lors de la COP de Paris, la situation internationale était telle que tous les acteurs étaient partants. Malgré un contexte actuel fort différent, l'opinion publique est de plus en plus consciente des réalités du changement climatique et de la nécessité de le combattre, à l'instar des villes, des régions ou des universités, qui en sont également convaincues. À cet égard, nos diverses corporations sont désormais acquises aux critères ESG, ce qui constitue une évolution positive. Le domaine de la finance n'est pas exempt de bouleversements, et j'y reviendrai après. Quoi qu'il en soit, la société civile a fortement soutenu la COP de Paris.

La troisième planète est celle des gouvernements, car à la différence d'aujourd'hui, les États-Unis, la Chine, l'Europe, l'Inde et bien d'autres pays partageaient alors un même élan. La signature de ces grandes puissances, qui sont également d'importants émetteurs, a évidemment contribué à convaincre tous les autres pays de signer l'Accord de Paris. Et il est justifié de dire que la totalité des pays l'ont signé puisque le règlement de la COP est fondé sur la notion d'unanimité, et que le refus d'un seul pays suffit à empêcher tout accord. Vous connaissez les prévisions principales. Même sans avoir mémorisé les 29 articles et 140 paragraphes de décisions que comporte le traité, vous connaissez ces chiffres : 1,5 à 2 degrés. Chaque pays doit donc avoir atteint la neutralité carbone d'ici 2050 et livrer ce que nous appelons les Contributions déterminées au niveau national (CDN), qui seront augmentées au moins tous les cinq ans. Tels sont aujourd'hui les objectifs et engagements pris par la totalité des pays lors de l'Accord de Paris. Par conséquent, concernant l'avenir, souvenons-nous que l'innovation, l'évaluation et la coopération internationale seront fondamentales. Observons les résultats de cet accord : avant l'Accord de Paris, le réchauffement climatique suivait une tendance allant vers 3 à 4 degrés. L'Accord de Paris a fixé comme objectif et engagement un seuil de 1,5 degré. Or aujourd'hui, la situation est d'environ 2,5 degrés. C'est donc bien un progrès, même s'il est insuffisant, et les conséquences seront énormes si nous ne faisons rien contre le changement climatique.

Que s'est-il donc passé depuis, et quelles conséquences attendre de ces événements afin de préparer l'avenir ? Pour résumer, les actions requises relèvent de trois ou quatre axes.

Le premier axe est celui de la mondialité, car la plupart des crises d'aujourd'hui sont internationales et pluridisciplinaires, tout comme le changement climatique. À Montréal s'est tenue en décembre 2022 la COP 15, consacrée à la biodiversité, dans le but d'élaborer un accord semblable à celui de la COP de Paris. Car la question de la lutte contre le changement climatique est indissociablement liée à celle de la biodiversité. Aussi les prochaines actions à définir devront-elles être pensées de manière globale, et non pas seulement en termes de climat.

Le deuxième axe clé est celui de la finance. Les pays du nord se sont engagés en 2009 à donner, à partir de 2020, 100 milliards de dollars par an aux pays en voie de développement. Or cette promesse n'a toujours pas été tenue. C'est l'une des multiples raisons du déficit de confiance de ces pays envers les pays riches. Les chiffres sont en cours de discussions, mais ces 100 milliards de dollars annuels représentent une infime part des besoins de ces pays, qui sont probablement 20 à 30 fois plus importants. La question qui se pose est donc de convaincre les acteurs financiers de l'absolue nécessité d'investir dans les énergies renouvelables et de cesser leurs investissements auprès des grands émetteurs historiques. Tel sera probablement le cœur des discussions de la COP qui se tiendra dans les Émirats arabes unis. La récente COP 27 qui s'est tenue en Égypte a déployé de remarquables efforts pour coordonner la finance avec la réforme du système financier, bâti juste au sortir de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les questions climatiques n'étaient pas encore à l'ordre du jour. Les acteurs, tout comme le contexte, étaient alors très différents. Mondialité et finance sont donc les deux éléments clés de cet axe de mesures.

Le troisième axe est celui de la rapidité. Le CO₂ présent dans l'atmosphère est voué à y rester d'innombrables années, voire des siècles. Face à la violence des réactions en chaîne, la seule suppression des émissions de CO₂ ne résout rien. Le monde a certes considérablement renforcé ses engagements à long terme. Avec l'Accord de Paris, bien des pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 – 2060 pour la Chine et l'Indonésie, 2070 pour l'Inde. Or, comme le remarquait un célèbre économiste, à long terme nous serons tous morts. Il est donc problématique que les engagements et les réussites à court terme ne soient pas en ligne avec les perspectives à long terme, et impératif de tracer une nouvelle voie de renforcement des décisions à court terme, à défaut de quoi nos échéances à long terme seront inatteignables.

Le quatrième axe est celui de la justice sociale. Lors de la rédaction de l'Accord de Paris, la justice sociale a été abordée de manière plus abstraite. Une prise de conscience a néanmoins eu lieu quant à la dimension sociale du changement climatique. Le mouvement des gilets jaunes qui s'est exprimé en France il y a quelques années illustre ce propos : le gouvernement avait en effet décidé, de manière justifiée, d'augmenter les taxes sur les carburants. Mais la réaction populaire l'a contraint à l'abandonner. Par ailleurs, lorsque l'Allemagne entrepris de démanteler l'industrie du charbon à l'horizon 2038-2040, elle décida en même temps d'assortir cette mesure d'un crédit de 40 milliards d'euros, destinés aux formations des employés du secteur et au développement de nouvelles industries, etc.



Face aux leçons tirées de l'Accord de Paris et aux problèmes se profilant dans les prochaines années en matière de changement climatique, se pose inévitablement la question de la coopération internationale, de l'évaluation des politiques – le greenwashing existe bel et bien – de la rapidité et de la mondialité, de la finance et de la justice sociale. António Guterres, avec toute la sagesse et le savoir qui sont les siens, a déclaré que l'humanité affronte aujourd'hui son plus grand péril. Lorsque l'on me demande si je me range plutôt du côté des optimistes ou des pessimistes, je cite parfois Einstein qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, affirmait que si le monde est dangereux, c'est moins à cause des personnes mal intentionnées, que du fait de ceux qui voient le danger sans rien faire pour l'en empêcher. Je partage cet avis. Lorsqu'un pays comme les Émirats arabes unis, producteur de pétrole, se diversifie et décide d'accueillir la prochaine COP, il s'expose nécessairement à des soupçons de greenwashing. C'est pourtant une initiative précieuse, car si les Émirats arabes unis parviennent à nous montrer de nouvelles perspectives de changement, alors il reste des raisons d'espérer. En ce qui me concerne, mon engagement est intact, tout comme le vôtre, j'en suis certain. Merci.